

de lecteurs du Programme commun à Billancourt... Pourtant, c'est précisément en ce début de semaine que, sur la lancée du recul de la direction, démarrent une série de mouvements partiels qui montre que les choses ne font que commencer.

Dans l'usine, le climat se réchauffe. Le lundi 17, au soir de la reprise des caristes, une mini-manif traverse l'île Seguin. Les gars crient : « on veut la rallonge ». Les délégués qui tenaient le mouvement relativement bien en main jusque-là, commencent à être débordés. Le lendemain soir, ce sont les peintres au pistolet qui débrayent ; et, pour eux, faire grève, cela veut dire bloquer la production...

## Les incendiaires deviennent pompiers

Les bureaucrates C.G.T. ont allumé des feux un peu partout. Ils ne vont pas tarder à jouer les pompiers. Ils s'aperçoivent en effet du danger de leur tactique : risque de débordement et d'extension mal contrôlée ; peur de voir la direction chercher à casser la lutte par le lock-out, en cherchant à faire un exemple (la menace est lancée lors d'une réunion extraordinaire du Comité d'entreprise).

Ils commencent donc à freiner. Et ils y mettent vraiment le paquet : c'est Albeher en personne, responsable C.G.T., ancien cadre syndical très connu à Billancourt, qui descend sur le terrain faire le forcing pour pousser les pistoléteurs à reprendre le travail. Au soir du mercredi, ils ont obtenu « à l'arraché » la fin de cette grève thrombose qui paralysait la production.

Malheureusement pour eux, entretemps, d'autres secteurs ont démarré : le mardi soir, c'était le 77, le mercredi matin, le 38, le mercredi midi le 54...

**Pendant cette même semaine, à Renault Cléon, la combativité reprend.** « Tu as vu, les caristes ont gagné » ; « qu'est-ce qu'on pourrait bien faire, nous ? ». Après un trou noir de quatre ans, les travailleurs de Cléon ont commencé à se remobiliser. Une série de luttes se sont déroulées (chez les professionnels, les thermiques, certaines chaînes du département 43, certains ateliers du département 42). Les revendications ont tourné autour de deux thèmes centraux : les classifications et le pouvoir d'achat.

Là encore, l'attitude des directions syndicales a été ambiguë : éviter d'aller vers la coordination et la généralisation pour éviter les risques de lock-out. Seule une section syndicale a avancé des revendications unificatrices :

- le 165 maxi
- 300 F pour tous.

**Et à Sandouville, les O.S. des presses** avaient obtenu 5 points R.S. (Risque Santé). Les O.P. travaillaient dans les mêmes conditions, le même bruit infernal : ils réclamèrent la même chose et ajoutèrent à cela d'autres revendications communes à tous les O.P. (ex : le maxi pour tous).

Ces revendications unifiantes posaient immédiatement le problème de l'extension. La direction de la C.G.T. s'est refusée à toute généralisation. Elle a poussé à la reprise. Quand la direction a lâché sur des revendications des O.P. du 47 des presses, elle leur a fait reprendre le boulot alors que ceux du 46 étaient encore en train de négocier ! résultat : isolés, ils